Article 31 du Règlement

Natif d'une famille de sportifs, ses exploits ont marqué la scène locale et provinciale tant dans les domaines du baseball, de la crosse et du hockey durant les années 1935–1955.

Il n'a jamais compté son temps pour les autres. Son dévouement à la cause sportive ainsi que son implication au sein de la communauté ont été multiples. On le retrouve arbitre, président de l'OTJ, entraîneur, cofondateur du Club de Golf Hériot, directeur, gérant, publicitaire et enfin, Gouverneur des Rangers de Drummondville Junior et des joueurs tels Marcel Dionne, Yvon Lambert et plusieurs autres qui lui doivent leur carrière.

Maurice Fillion, qui était d'ailleurs sous ses ordres et qui y fit ses débuts comme instructeur, était sur place pour lui rendre hommage.

Époux de Marcelle Mercure, il fut officier dans l'Armée canadienne et a servi son pays comme des milliers d'autres en 1941. Il devint par la suite Commandant au Collège militaire et membre de la Légion canadienne.

Monsieur et Madame Couture, laissez-vous fêter, c'est pleinement mérité. C'est à notre tour de vous dire merci!

[Traduction]

LA DÉFENSE NATIONALE

LA FERMETURE DE BASES MILITAIRES

L'hon. Bob Kaplan (York-Centre): Monsieur le Président, la décision écrasante du gouvernement Mulroney de fermer 14 bases militaires un peu partout au Canada ou d'en réduire le personnel pour économiser 585 millions de dollars a causé énormément d'émoi dans les régions, dont certaines sont tributaires des activités qui seront désormais exercées dans d'autres bases. Dans ma circonscription de Toronto, la plus grande base militaire au Canada risque fort de prendre plus d'expansion à la suite de cette décision.

Il semble que le gouvernement n'ait pas songé à des solutions de rechange qui auraient permis d'épargner aux régions ces compressions catastrophiques. Je propose au gouvernement de fermer la base de Downsview, au lieu de s'en tenir à son projet actuel. Ainsi, des opérations stratégiques essentielles pourraient se poursuivre sur moins de 5 p. 100 des terrains actuellement utilisés, et d'autres activités pourraient facilement être transférées au Camp Borden, 45 milles plus loin.

Le gouvernement pourrait obtenir jusqu'à 750 millions de dollars de la vente des 650 acres de terrain et plus dont on a grandement besoin pour le développement résidentiel. Conformément aux lignes directrices de l'Ontario, on pourrait y construire 25 p. 100 de logements à prix

abordable. L'urbanisation de la base permettrait de créer des milliers de logements, des parcs et des services et de favoriser la relance économique de Toronto, contrairement à ce que le gouvernement se propose de faire dans des endroits comme Summerside, où l'économie court à la catastrophe.

Pour prendre cet exemple, la fermeture de la BFC de Summerside représente une perte totale de 4,5 p. 100 d'emplois pour l'Île-du-Prince-Édouard et l'anéantissement de l'économie dans cette partie de l'île.

LA SANTÉ

LA SEMAINE DE LA SANTÉ MENTALE

M. Greg Thompson (Carleton—Charlotte): Monsieur le Président, la semaine du 1^{er} au 7 mai est la Semaine de la santé mentale au Canada, et je voudrais profiter de l'occasion pour féliciter les hommes et les femmes de l'Association canadienne pour la santé mentale pour les efforts qu'ils font afin de mieux faire connaître au public les problèmes des maladies mentales et de la santé mentale.

Cette association, qui fut créée en 1918, est un des organismes bénévoles les plus anciens au Canada. L'Association canadienne pour la santé mentale compte actuellement plus de 30 000 bénévoles et 250 employés permanents dans ses 190 sections locales, 12 divisions provinciales et territoriales et au siège national.

Tout dernièrement, l'ACSM a mis au point et diffusé, avec l'aide du ministère fédéral de la Santé nationale et du Bien-être social, une stratégie visant à communiquer un message sur la santé mentale aux Canadiens.

Je sais que tous les députés se joindront à moi pour féliciter l'Association canadienne pour la santé mentale et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social pour leur volonté d'améliorer le sort de tous les Canadiens.

LE LOGEMENT

LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES DANS LE DOMAINE DU LOGEMENT SOCIAL

M. Jim Karpoff (Surrey-Nord): Monsieur le Président, les députés devraient être mis au courant de la crise provoquée par le budget fédéral dans le secteur des logements sociaux à prix abordable.

Le gouvernement a mis fin la semaine dernière au PAREL, programme d'aide à la remise en état des logements destinés aux Canadiens à faible revenu. Aujourd'hui, il sabre dans les coopératives d'habitation.